

EURINVEST UCITS S.A.

Société Anonyme

Rapport annuel

au 31 décembre 2023

Société d'Investissement à Capital Variable publique de droit belge ayant opté pour des placements répondant aux conditions de la directive 2009/65/CE

Aucune souscription ne peut être acceptée sur la base du présent rapport. Les souscriptions ne sont valables que si elles ont été effectuées après la remise à titre gratuit des documents d'informations clés ou du prospectus.

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT	4
1.1. Organisation de la société d'investissement	4
1.2. Rapport de gestion	7
1.2.1. Informations aux actionnaires	7
1.2.2. Vue d'ensemble des marchés	9
1.2.3. Evénements pendant la clôture	10
1.2.4. Evénements après la clôture	10
1.3. Rapport du commissaire	11
1.4. Bilan globalisé	16
1.5. Compte de résultats globalisé	18
1.6. Résumé des règles de comptabilisation et d'évaluation	20
1.6.1. Résumé des règles	20
1.7. Taux de change	22
2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT EURINVEST GLOBAL EQUITIES RDT-DBI	23
2.1. Rapport de gestion	23
2.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des actions	23
2.1.2. Cotation en bourse	23
2.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement	23
2.1.4. Indice et benchmark	24
2.1.5. Politique suivie pendant l'exercice	24
2.1.6. Politique future	24
2.1.7. Indicateur synthétique de risque	24
2.1.8. Affectation des résultats	24
2.2. Bilan	26
2.3. Compte de résultats	28
2.4. Composition des actifs	30
2.5. Répartition géographique du portefeuille-titres	33
2.6. Répartition économique du portefeuille-titres	34
2.7. Changement dans la composition des actifs en EUR	35
2.8. Evolution des souscriptions, des remboursements et de la valeur nette d'inventaire	36
2.9. Performances	37
2.10. Frais	40
2.11. Notes aux états financiers et autres informations	40
2.11.1. Transparence en matière de durabilité	40
2.11.2. Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation	41
3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT EURINVEST HOLDINGS RDT-DBI	42
3.1. Rapport de gestion	42
3.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des actions	42
3.1.2. Cotation en bourse	42
3.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement	42
3.1.4. Indice et benchmark	43
3.1.5. Politique suivie pendant l'exercice	43
3.1.6. Politique future	43
3.1.7. Indicateur synthétique de risque	43
3.1.8. Affectation des résultats	43
3.2. Bilan	45
3.3. Compte de résultats	47

<i>3.4. Composition des actifs</i>	49
<i>3.5. Répartition géographique du portefeuille-titres</i>	51
<i>3.6. Répartition économique du portefeuille-titres</i>	52
<i>3.7. Changement dans la composition des actifs en EUR</i>	53
<i>3.8. Evolution des souscriptions, des remboursements et de la valeur nette d'inventaire</i>	54
<i>3.9. Performances</i>	55
<i>3.10. Frais</i>	57
<i>3.11. Notes aux états financiers et autres informations</i>	57
<i>3.11.1. Transparence en matière de durabilité</i>	57
<i>3.11.2. Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation</i>	57

1. INFORMATIONS GENERALES DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

1.1. ORGANISATION DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

Siège Social :

Rue de l'industrie, 44, B-1040 Bruxelles

Date de constitution :

7 mars 2019

Conseil d'Administration de la SICAV :

Président :

- Alexandre WITTAMER, Gérant, Atraxys Sprl

Membres

- Thomas DE MEVIUS, Administrateur, Eurinvest Partners SA
- Yves COLOT, représentant légal, Eurinvest Partners Belgique, succursale de Eurinvest Partners SA

Personnes physiques chargées de la direction effective

- Thomas DE MEVIUS
- Yves COLOT

Type de gestion :

SICAV qui a désigné une société de gestion d'organismes de placement collectif :

Degroof Petercam Asset Services S.A.,

Siège social : 12, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg

Constitution : 20 décembre 2004

Durée : illimitée

Composition de la Directoire de la société de gestion :

- Sylvie HURET, Présidente du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A.
- Sandra REISER, Dirigeant agréé et Membre du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A.
- Frank VAN EYLEN, Dirigeant agréé et Membre du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A.
- France COLAS, Dirigeant agréé et Membre du Directoire de Degroof Petercam Asset Services S.A., jusqu'au 2 novembre 2023

Composition du Comité de Surveillance de la société de gestion :

- Annemarie ARENS
- Frédéric WAGNER
- Gauthier BATAILLE DE LONGPREY
- Peter DE COENSEL

Commissaire :

KPMG Luxembourg Société Coopérative 39 Avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg

Capital souscrit : EUR 2.000.000

Capital libéré : EUR 2.000.000

Délégation de la gestion du portefeuille d'investissement :

Eurinvest Partners S.A. (Luxembourg)
6, rue d'Arlon L-8399 Windhof - Luxembourg

Administration :

Degroof Petercam Asset Services S.A.
12, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg
Succursale belge : 19, rue de l'Industrie B-1040 Bruxelles

Délégation de dénouement des contrats, émission et rachat des parts :

Banque Degroof Petercam S.A.
44, rue de l'Industrie B-1040 Bruxelles

Agent domiciliataire de la SICAV :

Banque Degroof Petercam S.A.
44, rue de l'Industrie B-1040 Bruxelles.

Service financier de la SICAV :

Banque Degroof Petercam S.A.
Rue de l'Industrie, 44, B-1040 Bruxelles

Distributeur :

Degroof Petercam Asset Services S.A.
Rue Eugène Ruppert, 12, L-2453 Luxembourg

Dépositaire de la SICAV :

Banque Degroof Petercam S.A.
Rue de l'Industrie, 44, B-1040 Bruxelles

Commissaire de la SICAV :

Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL, représentée par Monsieur Tom Renders, représentant permanent
Gateway Building - Luchthaven Brussel Nationaal, 1 J, 1930 Zaventem

Groupe financier promoteur :

Eurinvest Partners SA (Luxembourg)
Rue d'Arlon, 6, L- 8399 Windhof - Luxembourg

Statut : SiCAV publique à compartiments multiples ayant opté pour des placements répondant aux conditions de la Directive 2009/65/CE, et régie, en ce qui concerne son fonctionnement et ses placements, par la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances (ci-après la Loi de 2012) et par l'Arrêté Royal du 12 novembre 2012 relatif aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE (ci-après l'Arrêté Royal de 2012).

Liste des compartiments commercialisés par la SICAV :

Holdings RDT-DBI

Global Equities RDT-DBI

Types d'actions:

Actions de distribution. La Société se réserve néanmoins la possibilité de créer des classes ou des compartiments d'actions de capitalisation.

Classe R : actions de distribution offertes au public.

Classe I : actions de distribution qui se distinguent des actions de la classe « R » par le fait (i) qu'elles sont réservées aux investisseurs éligibles au sens de la Loi du 3 août 2012, (ii) qu'elles ont un montant minimum de souscription initial, (iii) une rémunération de la gestion de portefeuille différente et (iv) une taxe annuelle différente.

Classe F : actions de distribution qui se distinguent des actions de la classe « R » par le fait (i) qu'elles sont réservées aux investisseurs éligibles au sens de la Loi du 3 août 2012, (ii) qu'elles ont un montant minimum de souscription initial, et (iii) une taxe annuelle différente. De plus elles se distinguent de la classe « I » par une rémunération de la gestion de portefeuille différente et par le fait qu'elles sont réservées à des entités dont les bénéficiaires effectifs (UBOs) sont les administrateurs, employés, et/ou actionnaires d'Eurinvest Partners S.A..

Classe G : actions de distribution qui se distinguent des actions de la classe « R » par le fait (i) qu'elles sont réservées aux investisseurs éligibles au sens de la Loi du 3 août 2012, (ii) qu'elles ont un montant minimum de souscription initial et un montant de détention ainsi (iii) qu'une taxe annuelle différente. De plus elles se distinguent des classes « I » et « F » par une rémunération de la gestion de portefeuille et par un montant minimum de souscription initial différents ainsi que par un montant de détention.

Souscription initiale minimale par compartiment :

Classe I : € 250.000

Classe F : € 1.250.000

Classe G : € 10.000.000

Détention minimale applicable aux classes R, I et F : une action

Montant de détention minimale pour la classe G :

A la souscription : € 10.000.000

Dans les douze (12) mois de la souscription : € 20.000.000

Des contrôles de critères d'éligibilité (catégorie et montant) sont mis en place par le service financier de la SICAV pour vérifier en permanence si les personnes qui ont souscrit des actions d'une classe d'actions, bénéficiant, sur un ou plusieurs points, d'un régime plus avantageux, ou qui ont acquis de telles actions, satisfont aux critères prévus. S'il s'avère que des actions d'une classe d'actions bénéficiant, sur un ou plusieurs points, d'un régime plus avantageux, sont détenues par des personnes non autorisées, le conseil d'administration de la SICAV procédera à la conversion, sans frais, desdites actions en actions de la classe autorisée pour ces personnes.

1.2. RAPPORT DE GESTION

1.2.1. Informations aux actionnaires

Généralités

SICAV publique de droit belge à compartiments multiples ayant opté pour des placements répondant aux conditions prévues par la Directive 2009/65/CE. Le texte officiel des statuts est déposé au greffe du tribunal de commerce.

Risque de capital (risque pesant sur le capital, y compris les risques d'érosion consécutive aux rachats d'actions et aux distributions dépassant le rendement)	Le compartiment ne bénéficie pas d'une protection ou garantie de capital.
Risque de marché (risque de déclin du marché d'une catégorie d'actifs déterminée pouvant affecter les prix et la valeur des actifs en portefeuille)	Le compartiment investit dans des actions cotées en bourse dont les cours peuvent baisser en raison de la dégradation de la situation macroéconomique, de situations spécifiques à l'entreprise, ou en conséquence de la psychologie générale du marché.
Risque de performance (risque pesant sur la performance, y compris la variabilité des niveaux de risque en fonction de la sélection opérée par chaque compartiment, et l'existence ou l'absence de garanties tierces ou les restrictions grevant ces garanties)	Pour ce compartiment, le risque de performance est directement lié au risque de marché.
Risque de change (risque que la valeur de l'investissement soit affectée par une variation des taux de change)	<p>Le compartiment est investi sur des marchés largement diversifiés (répartition mondiale sur des pays développés), raison pour laquelle une partie importante du portefeuille est sensible aux variations des taux de change. En principe le risque de change n'est pas couvert. Néanmoins le compartiment se réserve le droit d'utiliser des instruments financiers dérivés afin de couvrir des risques de change.</p> <p>Les montants liés au change seront calculés sur la base du taux de change en vigueur lors du rachat, de l'émission ou de la conversion.</p>
Risque fiscal (fiscalité de la SICAV RDT et de ses investissements)	<p>La pérennité de la fiscalité applicable aux SICAV RDT-DBI en Belgique n'est pas assurée et constitue donc un risque en cas de changement de gouvernement et de politique fiscale.</p> <p>De par son exposition géographique internationale dans des pays développés, le compartiment bénéficie des traités de non double imposition pour les dividendes qu'il perçoit à travers ses participations. Ces dividendes et les retenues à la source afférentes peuvent être affectés par des modifications de lois ou traités fiscaux dans les différents pays.</p>
Risque de concentration (risque lié à une concentration importante des investissements sur une catégorie d'actifs ou sur un marché déterminé)	Le compartiment est investi sur des marchés largement diversifiés (répartition mondiale sur des pays développés). La politique d'investissement veille à assurer une diversification des risques de concentration du portefeuille. En effet, le compartiment se limite à une concentration maximale à hauteur de 30% de ses actifs totaux dans un seul secteur.

Risque de gestion	Dans des conditions anormales de marché, les techniques de gestion habituelles peuvent se révéler inefficaces ou défavorables.
Risque de liquidité (risque qu'une position ne puisse être liquidée en temps opportun à un prix raisonnable)	Les investissements principalement effectués en actions cotées sont considérés comme étant facilement négociables.
Risque d'inflation	Vu les caractéristiques de certains des marchés visés, le risque d'inflation peut exister en l'espèce.
Risques opérationnels	Dans tout marché, et notamment dans les marchés émergents, le compartiment peut perdre une partie ou la totalité de son argent en cas de défaillance dans la garde des actifs, de fraude, de corruption, d'actions politiques ou de tout autre événement indésirable.
Risque de crédit	Le risque de défaillance d'un émetteur ou d'une contrepartie existe mais est faible.
Risque en matière de durabilité (risque de probabilité d'occurrence d'un événement environnemental, social ou de gouvernance qui pourrait amener à une perte matérielle réalisée ou potentielle sur la valeur du compartiment suite à cet événement)	<p>Elevé.</p> <p>Le risque en matière de durabilité est considéré comme matériel, les aspects durables ne faisant pas partie systématiquement du processus de sélection d'investissement du compartiment, à l'exception des investissements dans des sociétés ayant une exposition à des activités controversées comme la fabrication, l'utilisation ou la détention de mines antipersonnelles, sous-munitions et/ou munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel au sens de la loi et en vue de leur diffusion qui sont exclus.</p> <p>L'impact d'événements en matière de durabilité peut en effet amener à des risques en matière de durabilité matériels qui pourraient avoir des effets négatifs sur la performance du compartiment. Ces effets négatifs peuvent, sans exhaustivité et à titre d'exemple, tantôt être de court terme, tels que des amendes ponctuelles qui seraient infligées pour non-respect de certains critères environnementaux, sociaux, et de gouvernance, tantôt de long terme, tels que des atteintes au niveau de la réputation des sociétés listées de pays développés.</p>

Mécanisme dit de l' « Anti-dilution levy »

(Arrêté royal du 15 octobre 2018 modifiant l'arrêté royal du 7 mars 2006 relatif aux prêts de titres par certains organismes de placement collectif, l'arrêté royal du 10 novembre 2006 relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et aux rapports périodiques de certains organismes de placement collectif publics à nombre variable de parts, l'arrêté royal du 12 novembre 2012 relatif aux sociétés de gestion d'organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et l'arrêté royal du 25 février 2017 relatif à certains organismes de placement collectif alternatifs publics et à leurs sociétés de gestion, et portant dispositions diverses).

Objectifs et compartiment concerné :

Afin de tendre à éliminer l'impact négatif sur la valeur nette d'inventaire des actions de chaque compartiment de la SICAV qui serait causé par des souscriptions, des rachats, ou des conversions conséquents, il convient de noter que le prix d'émission, de rachat, ainsi que la considération de ces prix lors d'opérations de conversion pourront être ajustés à la hausse ou à la baisse suivant que le passif de chaque compartiment varie, suite aux souscriptions, rachats ou conversions du jour concerné, à la hausse ou à la baisse ou inversement, selon le cas.

Fonctionnement

Ainsi, si les souscriptions, les rachats ou les conversions d'un compartiment dépassent un certain seuil, le conseil d'administration de la SICAV peut décider d'imposer un coût supplémentaire aux investisseurs procédant à des souscriptions, à des rachats ou à des conversions, qui bénéficiera au compartiment concerné.

Ainsi, en cas d'importants souscriptions, rachats, ou conversions des frais d'entrée, de sortie ou de conversion pourront être facturés.

Ce mécanisme dit d'« anti-dilution levy » ne sera appliqué qu'après une décision explicite du conseil d'administration de la SICAV et il n'y aura donc pas d'application automatique de ce mécanisme.

Une telle décision aura trait tant au niveau du seuil et des coûts supplémentaires qu'à l'application ou non du mécanisme en cas de dépassement du seuil.

Recours à l'« anti-dilution levy » pendant la période couverte

Durant la période couverte par le présent rapport, aucun compartiment de la SICAV n'a eu recours à l'« anti-dilution levy ».

1.2.2. Vue d'ensemble des marchés

Il est évident que cette année 2023 a présenté un contraste marqué par rapport à sa prédécesseuse. Alors que 2022 était caractérisée par une confiance excessive envers la croissance et le secteur des technologies, conduisant à une contraction significative du marché, 2023 s'est déroulée différemment. Malgré quelques épisodes de volatilité, incluant les guerres en Ukraine et à Gaza ainsi qu'une crise bancaire aux États-Unis, 2023 s'est distinguée comme une année de suppression de la volatilité dans l'ère post-Covid. En fait, le marché a montré une complaisance extrême.

L'approche de la banque centrale américaine dans sa lutte contre l'inflation, marquée par quatre hausses supplémentaires de taux, a été essentielle pour orienter la trajectoire du marché. Ce resserrement de la politique monétaire a conduit à une diminution notable de l'inflation, de 6,5% à 3,1%. Malgré des conditions financières resserrées, l'économie américaine a démontré une résilience remarquable, attestée par des données solides et une confiance des consommateurs soutenue. Cette stabilité économique a mené le consensus de marché vers un atterrissage en douceur, anticipant actuellement six baisses de taux consécutives en 2024. Cette combinaison de facteurs a préparé le terrain pour ce que beaucoup anticipent comme une période 'Goldilocks', caractérisée par une croissance stable, une inflation modérée et un assouplissement de la politique monétaire.

Au niveau des performances, l'année 2023 a été témoin d'une reprise impressionnante des actifs à risque. Le S&P 500 a bondi de 24,2% (rendement total en termes locaux), approchant des sommets historiques, tandis que le Nasdaq a connu sa meilleure année depuis 1999, grimpant de 53,8%. Le rallye a été principalement mené par les 'Magnificent 7' et le secteur technologique, suscité par l'excitation autour de l'Intelligence Artificielle avec ses innovations telles que Chat GPT. Cette confiance dans le potentiel de l'IA a entraîné une croissance significative des bénéficiaires dans ce secteur. Cependant, cette croissance n'a pas été uniformément répartie dans tous les secteurs, avec des disparités notables de performance. En effet, le passage d'anticipations de récession vers un scénario stable a conduit les cycliques et les actions de croissance à gagner du terrain en comparaison aux titres défensifs et les actions de valeur. Les marchés mondiaux ont également connu un rallye (MSCI World affichant une augmentation de 24,4%), avec des gains significatifs pour les indices européens et japonais, (+16,6% pour le STOXX600 et +28,2% pour le TOPIX respectivement). En revanche, la situation était moins évidente pour les marchés émergents, en particulier la Chine, qui a connu une baisse notable en raison du pessimisme extrême des investisseurs envers des soutiens gouvernementaux insuffisants, une reprise post-Covid plus faible que prévu et un marché immobilier toujours morose.

La leçon clé de 2023 est que la diversification, de manière générale, a pénalisé les investisseurs.

La performance de notre compartiment Global Equities RDT-DI a été positive, bien qu'elle n'ait pas entièrement correspondu à la hausse générale des bourses mondiales, et ceci principalement en raison de nos expositions structurelles. Premièrement, notre compartiment s'est orienté vers une philosophie axée sur les actions de valeur, se concentrant sur les entreprises sous-valorisées plutôt que sur les valeurs technologiques à prix élevé. Cette position

signifiait que nous n'avons peu profité du rallye technologique qui a entraîné une grande partie des gains du marché. Deuxièmement, notre portefeuille a mis l'accent sur les entreprises de taille moyenne, évitant les grandes 'Magnificent 7' américaines qui ont été d'importants moteurs du marché. Troisièmement, en anticipant de perturbations potentielles du marché prédites à la fin de 2022, nous avons eu une surpondération relative dans les secteurs défensifs tels que la santé et les biens de consommation durables. Cette approche prudente a fourni de la stabilité mais a limité notre exposition à la croissance plus agressive observée dans d'autres secteurs. Enfin, notre compartiment a eu une sous-exposition relative au marché américain et une surpondération relative au marché chinois. Cette allocation a été impactée par les défis rencontrés dans l'économie chinoise mentionnés précédemment, qui contrastaient avec la forte performance des marchés américains.

Au niveau du compartiment Holdings RDT-DBI, l'année 2023 se termine sur une note positive pour les holdings en terme absolue et en terme relatif. Dans le sillage de 2022, les holdings ayant une composante en Private Equity, et plus particulièrement en Venture Capital, ont connu une année difficile mais en phase de stabilisation. Pour les autres holdings, on peut noter que les décotes ont continué à se creuser. Fin 2023, les décotes de holding ont dépassé les niveaux atteints en 2011. Or, on connaît le parcours des holdings entre 2011 et 2021. Espérons que le passé est un bon indicateur pour la futur mais en finance, nous le savons, comparaison n'est pas raison. Cela étant dit, la valorisation, les décotes, la qualité et l'expérience des équipes, sont autant de facteurs qui nous poussent à être positif pour les années à venir.

Alors que nous entamons 2024, nous sommes prudemment optimistes. Les dynamiques du marché de 2023 ont jeté les bases de la croissance, mais nous restons vigilants face aux volatilités potentielles et aux chocs du marché qui pourraient survenir en raison d'un retour de l'inflation. Notre stratégie continuera à être réactive, garantissant que nous capitalisons sur les opportunités tout en atténuant les risques.

1.2.3. Événements pendant la clôture

Perspectives sur le conflit russo-ukrainien

La guerre lancée en février 2022 par la Russie sur l'Ukraine continue sans perspective de résolution rapide. Les deux nations en conflit sont contraintes de chercher du soutien militaire dans d'autres pays, ce qui constitue un risque géopolitique accru avec la création de blocs entre ceux qui soutiennent l'agresseur ou l'agressé. Un embrasement du conflit ne peut non plus être exclu.

Les investisseurs doivent continuer à tenir compte des conséquences économiques négatives d'un enlisement de cette guerre lorsqu'ils font des choix d'investissement.

Les prix énergétiques ont certes diminué par rapport au début du conflit mais l'économie européenne reste fragile à cause de sa trop grande dépendance au gaz et au pétrole. De nouvelles hausses des prix des matières premières ne peuvent donc être exclues avec le risque de peser de nouveau sur l'inflation et les taux d'intérêt en conséquence.

Les banques centrales ont fortement relevé les taux d'intérêt en 2023 pour combattre le risque inflationniste. Si le resserrement monétaire est pratiquement terminé, les investisseurs doivent continuer à évaluer le risque que les taux ne soient pas réduits aussi rapidement qu'espéré par les marchés si une résurgence de l'inflation survenait. Cette possibilité constituerait clairement un risque pour les marchés financiers dans leur ensemble.

La Russie s'est isolée des économies occidentales. Les effets négatifs des sanctions économiques sur la Russie ne se font pas sentir comme espéré par les économies occidentales. En effet, les exportations de pétrole russes se sont réorientées vers la Chine ou l'Inde qui en profitent pour se fournir en pétrole à prix réduit.

Il est pratiquement impossible que la Russie retrouve la position qui était la sienne dans les indices d'actions ou dans les indices obligataires dans l'année qui vient. Cette guerre laissera des traces pour une longue période mais il reste impossible de prévoir un scénario à court ou moyen terme. L'investisseur averti tiendra compte de l'ensemble de ces incertitudes pour considérer ses investissements.

1.2.4. Événements après la clôture

Aucun événement significatif à mentionner.



Eurinvest UCITS SA

Sicav de droit belge, catégorie OPCVM

Rapport du commissaire à l'assemblée générale pour l'exercice clos le
31 décembre 2023 - Comptes annuels

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Eurinvest UCITS SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 - Comptes annuels

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Eurinvest UCITS SA (« la société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 16 mars 2022, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de Eurinvest UCITS SA durant 5 exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la société, comprenant le bilan au 31 décembre 2023, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 111 594 (000) EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 9 755 (000) EUR.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2023, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Un aperçu des fonds propres et du résultat par compartiment est mentionné dans le tableau ci-dessous :

Nom	Devise	Fonds Propres	Résultats
HOLDINGS RDT-DBI	EUR	42 774 130,68	3 584 058,32
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI	EUR	68 819 831,06	6 170 923,61

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA), telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la société ni quant à l'efficacité ou l'efficacé avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les observations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, et le respect de certaines dispositions, du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations, à l'exception du fait que :
 - Les dispositions légales prévues à l'article 7:132 du Code des sociétés et associations relatives à la mise à disposition des documents légaux n'ont pas été respectées.

Signé à Zaventem.

Le commissaire



Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL

Représentée par Tom Renders

Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL
Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem
VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE86 5523 2431 0050 - BIC GKCCBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

1.4. BILAN GLOBALISÉ

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 1: Schéma du bilan			
TOTAL ACTIF NET		111.593.961,74	112.204.157,48
I.	Actifs immobilisés	-4.750,66	-3.751,76
A.	Frais d'établissement et d'organisation	-4.750,66	-3.751,76
B.	Immobilisations incorporelles		
C.	Immobilisations corporelles		
II.	Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	107.270.226,06	107.746.337,40
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	107.270.226,06	107.790.826,42
a.	Actions	107.270.226,06	107.790.826,42
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		-44.489,02
	Sur actions		-44.489,02
	Contrats d'option (+/-)		-44.489,02
III.	Créances et dettes à plus d'un an		
A.	Créances		
B.	Dettes		
IV.	Créances et dettes à un an au plus	1.093.202,96	85.297,40
A.	Créances	1.336.593,99	374.206,68
a.	Montants à recevoir	1.234.973,73	
b.	Avoirs fiscaux	24.684,15	4.938,72
d.	Autres	76.936,11	369.267,96
B.	Dettes	-243.391,03	-288.909,28
c.	Emprunts (-)	-0,33	-0,34
e.	Autres (-)	-243.390,70	-288.908,94
V.	Dépôts et liquidités	3.235.283,38	4.376.274,44
A.	Avoirs bancaires à vue	3.235.283,38	4.376.274,44
B.	Avoirs bancaires à terme		
C.	Autres		
VI.	Comptes de régularisation		
A.	Charges à reporter		
B.	Produits acquis		
C.	Charges à imputer (-)		
D.	Produits à reporter (-)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		111.593.961,74	112.204.157,48
A.	Capital	116.473.170,33	119.336.224,56
B.	Participations au résultat	-64.515,12	280.176,38
C.	Résultat reporté	-14.569.675,40	6.853.198,38
D.	Résultat de l'exercice	9.754.981,93	-14.265.441,84

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 2: Postes Hors Bilan			
Postes hors bilan			2.198.785,51
I.	Sûretés réelles (+/-)		
A.	Collatéral (+/-)		
B.	Autres sûretés réelles		
II.	Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants (+)		2.198.785,51
A.	Contrats d'option et warrants achetés		243.785,51
B.	Contrats d'option et warrants vendus		1.955.000,00
III.	Montants notionnels des contrats à terme (+)		
A.	Contrats à terme achetés		
B.	Contrats à terme vendus		
IV.	Montants notionnels des contrats de swap (+)		
A.	Contrats de swap achetés		
B.	Contrats de swap vendus		
V.	Montants notionnels d'autres instruments financiers dérivés (+)		
A.	Contrats achetés		
B.	Contrats vendus		
VI.	Montants non appelés sur actions		
VII.	Engagements de revente résultant de cessions-rétrocessions		
VIII.	Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions		
IX.	Instruments financiers prêtés		

1.5. COMPTE DE RÉSULTATS GLOBALISÉ

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 3: Schéma du compte de résultats			
I.	Réductions de valeur, moins-values et plus-values	7.400.256,10	-16.899.451,72
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	7.246.696,50	-17.487.773,79
a.	Actions	7.246.696,50	-17.487.773,79
	Gain réalisé	9.209.952,32	9.256.310,85
	Perte réalisée	-8.171.015,40	-5.310.886,56
	Gain/Perte non-réalisé	6.207.759,58	-21.433.198,08
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés	143.628,83	624.886,72
e.	Sur actions	143.628,83	624.886,72
i.	Contrats d'option	143.628,83	624.886,72
	Gain /Perte réalisée	143.628,83	662.201,98
	Gain /Perte non-réalisée		-37.315,26
G.	Créances, dépôts, liquidités et dettes		
H.	Positions et opérations de change	9.930,77	-36.564,65
b.	Autres positions et opérations de change	9.930,77	-36.564,65
iv.	Autres	9.930,77	-36.564,65
	Gain /Perte réalisée	9.930,77	-36.564,65
II.	Produits et charges des placements	3.458.748,80	3.753.602,23
A.	Dividendes	3.722.284,58	4.125.595,98
B.	Intérêts (+/-)	113.098,27	33.835,94
b.	Dépôts et liquidités	113.098,27	33.835,94
	Intérêts d'emprunts (-)	-10.236,47	-34.152,46
	Contrats de swap (+/-)		
	Précomptes mobiliers (-)	-366.397,58	-371.677,23
	D'origine belge	-99.288,00	-110.716,05
	D'origine étrangère	-267.109,58	-260.961,18
F.	Autres produits provenant des placements		
III.	Autres produits		
A.	Indemnité destinée à couvrir les frais d'acquisition et de réalisation des actifs, à décourager les sorties et à couvrir les frais de livraison		
B.	Autres		
IV.	Coûts d'exploitation	-1.104.022,97	-1.119.592,35
A.	Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-120.192,21	-130.242,11
B.	Charges financières (-)	-1.241,79	-9.286,13
C.	Rémunération due au dépositaire (-)	-111.509,09	-111.833,56
D.	Rémunération due au gestionnaire (-)	-768.946,17	-774.367,65
a.	Gestion financière	-720.946,17	-726.367,65
	Classe F (Dis)	-165.483,62	-179.671,51
	Classe G (Dist)	-14.074,86	-52.288,06
	Classe I (Dis)	-535.862,39	-488.813,88
	Classe R (Dis)	-5.525,30	-5.594,20
b.	Gestion administrative et comptable	-48.000,00	-48.000,00
E.	Frais administratifs (-)	-43.049,72	-43.322,97
F.	Frais d'établissement et d'organisation (-)	-3.473,11	-7.945,22
G.	Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-2.130,00	-3.000,00
H.	Services et biens divers (-)	-34.880,79	-22.966,32
I.	Amortissements et provisions pour risques et charges (-)		
J.	Taxes	-12.369,63	-13.458,37
	Classe F (Dis)	-4.732,69	-4.144,03
	Classe G (Dist)	-132,49	-1.159,78
	Classe I (Dis)	-7.483,71	-7.624,15
	Classe R (Dis)	-20,74	-530,41
K.	Autres charges (-)	-6.230,46	-3.170,02
Produits et charges de l'exercice (du semestre)			
Sous-total II+III+IV		2.354.725,83	2.634.009,88
V.	Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	9.754.981,93	-14.265.441,84
VI.	Impôts sur le résultat		
VII.	Résultat de l'exercice	9.754.981,93	-14.265.441,84

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 4: Affectation et prélèvements			
I.	Bénéfice (Pertes) à affecter	-4.879.208,59	-7.132.067,08
a.	Bénéfice reporté (Perte reportée) de la période précédente	-14.569.675,40	6.853.198,38
b.	Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	9.754.981,93	-14.265.441,84
c.	Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	-64.515,12	280.176,38
II.	(Affectations au) Prélèvements sur le capital		
III.	(Bénéfice à reporter) Perte à reporter	4.879.208,59	14.569.675,40
IV.	(Distribution des dividendes)		-7.437.608,32

1.6. RÉSUMÉ DES RÈGLES DE COMPTABILISATION ET D'ÉVALUATION

1.6.1. Résumé des règles

L'évaluation des avoirs de la Société, subdivisée par compartiments, est déterminée de la manière suivante :

a. pour les valeurs admises à la cote officielle ou négociée sur un autre marché organisé : au dernier cours de bourse ou du marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif;

b. pour les valeurs dont le dernier cours n'est pas représentatif et pour les valeurs non admises à une cote officielle ou un autre marché organisé, l'évaluation se base sur la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi;

c. pour les avoirs liquides : à leur valeur nominale plus les intérêts courus;

d. les créances non échues seront déterminées prorata temporis sur base de leur montant exact s'il est connu ou à défaut, sur base de leur montant estimé;

e. les valeurs exprimées en une monnaie autre que celle du compartiment concerné seront converties dans la monnaie du compartiment sur base des derniers cours de change connus;

f. les montants notionnels des contrats à terme sont portés dans les postes hors bilan sous la rubrique « III. Montants notionnels des contrats à terme ». Les contrats à terme sont comptabilisés dans les postes hors bilan sur base du calcul suivant : nombre de contrats multiplié par le cours à la date d'acquisition multiplié par le lotsize ; à convertir dans la monnaie du compartiment sur base des derniers cours de change connus si les contrats à terme sont exprimés en une monnaie autre que celle du compartiment. Les contrats à terme sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base du dernier cours de marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif. Les différences résultant des variations de valeur des contrats à terme sont imputées au compte de résultats comme réduction de valeur ou plus-value non réalisée, dans le sous-poste « ii. Contrats à terme » des sous-postes concernés de la rubrique « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - F. Instruments financiers dérivés », ou dans le sous-poste « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - H. Positions et opérations de change.- a. Instruments financiers dérivés - ii ; Contrats à terme » si la valeur sous-jacente concerne des devises;

g. les contrats d'option sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base du dernier cours de marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif. Les différences résultant de la variation de valeur des primes des contrats sont imputées au compte de résultats comme réduction de valeur ou plus-value non réalisée dans sous-poste « i. Contrats d'option » des sous-postes concernés de la rubrique « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - F. Instruments financiers dérivés » ou dans le sous-poste « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - H. Positions et opérations de change - a. Instruments financiers dérivés - i. Contrats d'option » si la valeur sous-jacente concerne des devises. En cas d'exercice des contrats d'option, les primes sont portées en majoration ou en réductions du prix d'achat ou de vente des éléments du patrimoine sous-jacente. Les contrats d'options sont comptabilisés dans les postes hors bilan sous la rubrique « II. Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants » sur base du calcul suivant : nombre de contrats multiplié par le prix d'exercice multiplié par la quantité de sous-jacent;

h. les montants notionnels des contrats de swap sont portés dans les postes hors bilan sous la rubrique « IV. Montants notionnels des contrats de swap ». Les contrats de swap sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base du dernier cours de marché connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif. Les différences résultant des variations de valeur des contrats de swap sont imputées au compte de résultats comme réduction de valeur ou plus-value non réalisée, dans le sous-poste « iii. Contrats de swap » des sous-postes concernés de la rubrique « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - F. Instruments financiers dérivés » ou dans le sous-poste « I. Réduction de valeur, moins-values et plus-values - H. Positions et opérations de change - a. Instruments financiers dérivés - iii. Contrats de swap » si la valeur sous-jacente concerne des devises;

i. les OPC sous-jacents sont évalués lors de chaque calcul de valeur nette d'inventaire sur base des derniers cours connus, à moins que ces cours ne soient pas représentatifs.

Pour obtenir l'actif net, l'évaluation ainsi obtenue est diminuée des engagements de la Société.

1.7. TAUX DE CHANGE

	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
1 EUR	1,618900	AUD	1,573750	AUD
1 EUR	1,456600	CAD	1,446050	CAD
1 EUR	0,929700	CHF	0,987450	CHF
1 EUR	7,454550	DKK	7,436448	DKK
1 EUR	0,866550	GBP	0,887250	GBP
1 EUR	8,625750	HKD	8,329849	HKD
1 EUR	155,733551	JPY	140,819287	JPY
1 EUR	11,218500	NOK	10,513500	NOK
1 EUR	11,132500	SEK	11,120254	SEK
1 EUR	1,104650	USD	1,067250	USD

2. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT EURINVEST GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

2.1. RAPPORT DE GESTION

2.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des actions

Date de constitution : 7 mars 2019.

Période de souscription initiale : Le 29 mars 2019 au prix de 100,00 EUR.

2.1.2. Cotation en bourse

Non applicable.

2.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif

L'objectif est de procurer à ses actionnaires un rendement global aussi élevé que possible au moyen d'une gestion active du portefeuille. Le portefeuille est investi dans des actions de sociétés listées de pays développés. Il s'agit des pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Irlande, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Singapour, Suède, Suisse et Etats-Unis.

Chaque année, au moins 90% des revenus recueillis seront versés aux détenteurs de parts de distribution du compartiment Global Equities RDT-DBI, après déduction des frais, commissions et provisions afin qu'ils puissent bénéficier du régime des Revenus définitivement taxés conformément aux articles 202 et 203 du Code des impôts sur les revenus (CIR).

Politique de placement

Catégories d'actifs autorisés :

Actions (et autres valeurs mobilières assimilables à des actions) dans des sociétés listées de pays développés à hauteur de minimum 70% de l'actif net du compartiment; Obligations, instruments monétaires et liquidités à concurrence de maximum 30% de l'actif net du compartiment.

« Pays développés » regroupe les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Irlande, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Singapour, Suède, Suisse et Etats-Unis.

Liquidités :

Le compartiment peut posséder des liquidités dans ses actifs autorisés.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées :

Le compartiment aura recours à des opérations sur instruments financiers dérivés à des fins de couverture, d'amélioration du rendement, et de spéculation.

Les dérivés de couverture sont susceptibles de faire diminuer le profil de risque et les dérivés spéculatifs sont susceptibles de l'augmenter. Les dérivés d'amélioration du rendement n'auront pas d'impact sur le profil de risque.

Les dérivés sont utilisés de manière accessoire et visent à optimiser la valeur du portefeuille du compartiment.

La résultante de l'utilisation des dérivés pourra soit augmenter le profil de risque du compartiment, soit le diminuer en fonction des instruments dérivés auxquels le compartiment fait appel.

Prêt d'instruments financiers :

Le compartiment n'envisage pas de recourir au prêt d'instruments financiers.

Aspects environnementaux, sociaux, et de gouvernance (ESG):

Un contrôle est effectué pour s'assurer que les titres dans lequel le compartiment investit, ne soient pas émis par une société dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation ou la détention de mines antipersonnel, sous-munitions et/ou munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel au sens de la loi et en vue de leur diffusion.

Techniques d'emprunts :

Le compartiment peut avoir recours à des techniques d'emprunts, dans le respect des limites fixées par la loi. Le compartiment peut recourir à l'endettement, mais seulement à titre temporaire, pour effectuer des rachats de parts, et à hauteur maximale de 10 pourcents. Le compartiment n'a pas recours à l'emprunt de titre(s).

2.1.4. Indice et benchmark

Non applicable.

2.1.5. Politique suivie pendant l'exercice

La politique d'investissement du compartiment a été suivie.

2.1.6. Politique future

Nous ne voyons aucune raison de modifier la politique menée. Au regard de la situation telle qu'elle se présente actuellement, nous maintiendrons la même politique.

2.1.7. Indicateur synthétique de risque

L'indicateur synthétique de risque est calculé, conformément aux dispositions du Règlement délégué 2017/653, sur la base de la volatilité (les hausses et baisses de sa valeur) et de l'évolution des taux de change, sur une période précédente de cinq ans (ou sur base d'une simulation si le compartiment a été créé en deçà de cette période). Cet indicateur est disponible, dans sa version la plus récente, dans les informations clés pour l'investisseur. Il classe le fonds sur une échelle allant de 1 à 7. Plus le fonds est situé haut sur l'échelle, plus le rendement possible est élevé, mais plus le risque de perte est important également. Le chiffre le plus bas ne signifie pas que le fonds ne présente aucun risque, mais que comparé à des chiffres plus élevés, ce produit offre en principe un rendement plus faible mais aussi plus prévisible. Les principales limites de l'indicateur sont les suivantes : l'indicateur de risque est calculé à partir des données passées, qui ne préjugent en rien de l'évolution future. En conséquence, le degré de risque pourra évoluer dans le temps. Même si le fonds se situe dans la catégorie de risque la plus basse, l'investisseur peut subir des pertes car aucune catégorie n'est totalement exempte de risque.

Ce compartiment se situe en classe 4.

2.1.8. Affectation des résultats

Le régime RDT impose de distribuer au moins 90% des revenus distribuables. En accord avec toutes les exigences, le compartiment Global Equities RDT-DBI n'a pas d'investissements dans des sociétés bénéficiant d'un régime fiscal spécial, ni dans celles qui sont constituées en paradis fiscal. Le dividende est donc déductible à 100%.

Le Conseil d'Administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution du dividende brut suivant :

**EURINVEST
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI**

Classe	Isin	En EUR
F (Dis)	BE6311201907	7.87
I (Dis)	BE6311200891	7.47
R (Dis)	BE6311195844	7.12
G (Dis)	BE6331819472	6.17
97.84 RDT + 2.16% non RDT		

2.2. BILAN

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 1: Schéma du bilan			
TOTAL ACTIF NET		68.819.831,06	69.271.786,21
I.	Actifs immobilisés	-2.957,49	-2.341,54
A.	Frais d'établissement et d'organisation	-2.957,49	-2.341,54
B.	Immobilisations incorporelles		
C.	Immobilisations corporelles		
II.	Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	68.503.913,52	68.705.205,46
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	68.503.913,52	68.705.205,46
a.	Actions	68.503.913,52	68.705.205,46
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		
III.	Créances et dettes à plus d'un an		
A.	Créances		
B.	Dettes		
IV.	Créances et dettes à un an au plus	-61.887,00	-83.567,80
A.	Créances	72.295,11	71.036,68
b.	Avoirs fiscaux	10.677,21	4.938,72
d.	Autres	61.617,90	66.097,96
B.	Dettes	-134.182,11	-154.604,48
e.	Autres (-)	-134.182,11	-154.604,48
V.	Dépôts et liquidités	380.762,03	652.490,09
A.	Avoirs bancaires à vue	380.762,03	652.490,09
B.	Avoirs bancaires à terme		
C.	Autres		
VI.	Comptes de régularisation		
A.	Charges à reporter		
B.	Produits acquis		
C.	Charges à imputer (-)		
D.	Produits à reporter (-)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		68.819.831,06	69.271.786,21
A.	Capital	74.497.819,39	74.947.928,61
B.	Participations au résultat	-26.936,19	296.393,38
C.	Résultat reporté	-11.821.975,75	2.029.451,76
D.	Résultat de l'exercice	6.170.923,61	-8.001.987,54

EURINVEST
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 2: Postes Hors Bilan			
I.	Sûretés réelles (+/-)		
A.	Collatéral (+/-)		
B.	Autres sûretés réelles		
II.	Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants (+)		
A.	Contrats d'option et warrants achetés		
B.	Contrats d'option et warrants vendus		
III.	Montants notionnels des contrats à terme (+)		
A.	Contrats à terme achetés		
B.	Contrats à terme vendus		
IV.	Montants notionnels des contrats de swap (+)		
A.	Contrats de swap achetés		
B.	Contrats de swap vendus		
V.	Montants notionnels d'autres instruments financiers dérivés (+)		
A.	Contrats achetés		
B.	Contrats vendus		
VI.	Montants non appelés sur actions		
VII.	Engagements de revente résultant de cessions-rétrocessions		
VIII.	Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions		
IX.	Instruments financiers prêtés		

2.3. COMPTE DE RÉSULTATS

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 3: Schéma du compte de résultats			
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values			
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	4.496.690,78	-10.090.630,35
a.	Actions	4.496.690,78	-10.090.630,35
	Gain réalisé	6.117.716,90	6.197.335,94
	Perte réalisée	-6.106.844,39	-2.436.508,48
	Gain/Perte non-réalisé	4.485.818,27	-13.851.457,81
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		
G.	Créances, dépôts, liquidités et dettes		
H.	Positions et opérations de change	1.302,40	-14.442,64
b.	Autres positions et opérations de change	1.302,40	-14.442,64
iv.	Autres	1.302,40	-14.442,64
	Gain /Perte réalisée	1.302,40	-14.442,64
II. Produits et charges des placements			
A.	Dividendes	2.481.976,25	2.919.481,59
B.	Intérêts (+/-)	13.718,37	3.776,62
b.	Dépôts et liquidités	13.718,37	3.776,62
	Intérêts d'emprunts (-)	-313,60	-4.227,61
	Contrats de swap (+/-)		
	Précomptes mobiliers (-)	-208.134,01	-213.414,57
	D'origine belge	-9.598,80	-14.090,55
	D'origine étrangère	-198.535,21	-199.324,02
F.	Autres produits provenant des placements		
III. Autres produits			
A.	Indemnité destinée à couvrir les frais d'acquisition et de réalisation des actifs, à décourager les sorties et à couvrir les frais de livraison		
B.	Autres		
IV. Coûts d'exploitation			
A.	Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-87.966,73	-85.699,34
B.	Charges financières (-)		
C.	Rémunération due au dépositaire (-)	-69.541,65	-70.212,03
D.	Rémunération due au gestionnaire (-)	-399.160,38	-397.421,73
a.	Gestion financière	-375.160,38	-373.421,73
	Classe F (Dis)	-165.483,62	-179.671,51
	Classe G (Dist)	-14.074,86	-52.288,06
	Classe I (Dis)	-190.087,65	-136.273,96
	Classe R (Dis)	-5.514,25	-5.188,20
b.	Gestion administrative et comptable	-24.000,00	-24.000,00
E.	Frais administratifs (-)	-22.304,08	-21.705,41
F.	Frais d'établissement et d'organisation (-)	-2.100,69	-5.030,86
G.	Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-630,00	-1.500,00
H.	Services et biens divers (-)	-21.400,63	-12.275,94
I.	Amortissements et provisions pour risques et charges (-)		
J.	Taxes	-7.081,12	-6.644,33
	Classe F (Dis)	-4.732,69	-4.144,03
	Classe G (Dist)	-132,49	-1.159,78
	Classe I (Dis)	-2.195,32	-812,45
	Classe R (Dis)	-20,62	-528,07
K.	Autres charges (-)	-4.131,30	-2.040,94
Produits et charges de l'exercice (du semestre)			
Sous-total II+III+IV		1.672.930,43	2.103.085,45
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat		6.170.923,61	-8.001.987,54
VI. Impôts sur le résultat			
VII. Résultat de l'exercice		6.170.923,61	-8.001.987,54

EURINVEST
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 4: Affectation et prélèvements			
I.	Bénéfice (Pertes) à affecter	-5.677.988,33	-5.676.142,40
a.	Bénéfice reporté (Perte reportée) de la période précédente	-11.821.975,75	2.029.451,76
b.	Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	6.170.923,61	-8.001.987,54
c.	Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	-26.936,19	296.393,38
II.	(Affectations au) Prélèvements sur le capital		
III.	(Bénéfice à reporter) Perte à reporter	5.677.988,33	11.821.975,75
IV.	(Distribution des dividendes)		-6.145.833,35

2.4. COMPOSITION DES ACTIFS

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2023	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs							
<u>Actions</u>							
Australie							
BHP GROUP LIMITED	35.345	AUD	50,41	1.100.587,71		1,61%	1,60%
				1.100.587,71		1,61%	1,60%
Belgique							
ANHEUSER-BUSCH INBEV	15.610	EUR	58,42	911.936,20		1,33%	1,33%
FAGRON	54.307	EUR	16,61	902.039,27		1,32%	1,31%
				1.813.975,47		2,65%	2,64%
Bermudes							
FLOW TRADERS LTD	59.450	EUR	17,96	1.067.722,00		1,56%	1,55%
				1.067.722,00		1,56%	1,55%
Canada							
NORTHLAND POWER INC	81.800	CAD	24,07	1.351.727,31		1,97%	1,96%
PAREX RESOURCES INC	95.390	CAD	24,95	1.633.928,67		2,39%	2,37%
				2.985.655,98		4,36%	4,34%
Suisse							
BUNGE GLOBAL SA	16.595	EUR	91,26	1.514.459,70		2,21%	2,20%
ROCHE HOLDING -GE-	5.615	CHF	244,50	1.476.677,96		2,16%	2,15%
UBS GROUP AG	28.840	CHF	26,10	809.641,82		1,18%	1,18%
				3.800.779,48		5,55%	5,52%
Chine (République populaire)							
ANHUI CONCH H	515.500	HKD	18,04	1.078.123,06		1,57%	1,57%
CHINA COMMUNICATIONS	2.244.000	HKD	3,24	842.890,18		1,23%	1,22%
CHINA PACIFIC INSUR	672.000	HKD	15,76	1.227.802,80		1,79%	1,78%
JIANGSU EXPRESS -H-	1.102.000	HKD	7,02	896.854,19		1,31%	1,30%
SINOPHARM GROUP CO	452.200	HKD	20,45	1.072.079,53		1,56%	1,56%
SINOTRANS LTD	2.851.000	HKD	3,27	1.080.806,89		1,58%	1,57%
WEICHAI POWER CO LTD	581.000	HKD	13,04	878.328,26		1,28%	1,28%
				7.076.884,91		10,33%	10,28%
Allemagne							
DEUTSCHE BOERSE	7.090	EUR	186,50	1.322.285,00		1,93%	1,92%
TEAMVIEWER SE	46.240	EUR	14,06	650.134,40		0,95%	0,94%
				1.972.419,40		2,88%	2,87%
Danemark							
BETTER COLLECTIVE	28.050	SEK	256,50	646.290,14		0,94%	0,94%
				646.290,14		0,94%	0,94%
France							
ELIS	53.660	EUR	18,89	1.013.637,40		1,48%	1,47%
IMERYS	49.400	EUR	28,48	1.406.912,00		2,05%	2,04%
KERING	3.713	EUR	399,00	1.481.487,00		2,16%	2,15%
MAISONS DU MONDE S.A.	94.550	EUR	5,67	536.098,50		0,78%	0,78%
				4.438.134,90		6,48%	6,45%

EURINVEST
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2023	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
Royaume-Uni							
FEVERTREE DRINKS PLC	53.730	GBP	10,49	650.427,21		0,95%	0,95%
SENSATA TECHNO	42.540	EUR	34,00	1.446.360,00		2,11%	2,10%
SHELL PLC	36.950	EUR	29,80	1.101.110,00		1,61%	1,60%
UNILEVER PLC	12.865	GBP	38,00	564.156,71		0,82%	0,82%
VODAFONE GROUP	1.263.210	GBP	0,69	999.430,82		1,46%	1,45%
				4.761.484,74		6,95%	6,92%
Hongkong							
CHINA EVERBRIGHT ENV	2.371.000	HKD	2,54	698.181,61		1,02%	1,01%
GUANGDONG INVEST	1.449.000	HKD	5,68	954.157,03		1,39%	1,39%
				1.652.338,64		2,41%	2,40%
Irlande							
KERRY	18.450	EUR	78,66	1.451.277,00		2,12%	2,11%
				1.451.277,00		2,12%	2,11%
Israël							
COGNYTE SFTW	90.320	USD	6,43	525.739,01		0,77%	0,76%
				525.739,01		0,77%	0,76%
Italie							
ANIMA HOLDING	342.440	EUR	4,01	1.371.814,64		2,00%	1,99%
				1.371.814,64		2,00%	1,99%
Japon							
ANRITSU CORP	142.400	JPY	1.360	1.244.017,10		1,82%	1,81%
FANUC CORP	54.800	JPY	4.147	1.459.259,10		2,13%	2,12%
KOMATSU	59.900	JPY	3.688	1.418.520,29		2,07%	2,06%
SHIN ETSU	32.100	JPY	5.917	1.219.619,66		1,78%	1,77%
				5.341.416,15		7,80%	7,76%
Corée du Sud (République)							
SAMSUNG-GDR-144A-	991	USD	1.498,00	1.343.880,87		1,96%	1,95%
				1.343.880,87		1,96%	1,95%
Luxembourg (Grand-Duché)							
L'OCCITANE INTL	603.000	HKD	22,30	1.558.925,31		2,28%	2,27%
				1.558.925,31		2,28%	2,27%
Malte							
KAMBI GROUP	85.160	SEK	167,70	1.282.850,39		1,87%	1,86%
				1.282.850,39		1,87%	1,86%
Pays-Bas							
LYONDELLBASELL IND	13.895	USD	95,08	1.195.977,55		1,75%	1,74%
NN GROUP NV	51.650	EUR	35,75	1.846.487,50		2,70%	2,68%
PROSUS NV	25.104	EUR	26,98	677.431,44		0,99%	0,98%
				3.719.896,49		5,43%	5,41%
Norvège							
AKER BP	59.080	NOK	295,50	1.556.192,00		2,27%	2,26%
MOWI ASA	49.090	NOK	182,00	796.397,02		1,16%	1,16%
				2.352.589,02		3,43%	3,42%

EURINVEST
GLOBAL EQUITIES RDT-DBI

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2023	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
Suède							
EMBRACER GROUP AB-B	307.340	SEK	27,35	755.201,95		1,10%	1,10%
				755.201,95		1,10%	1,10%
États-Unis d'Amérique							
AGCO	11.970	USD	121,41	1.315.600,14		1,92%	1,91%
ARCHER	24.220	USD	72,22	1.583.459,38		2,31%	2,30%
BIOGEN INC	5.097	USD	258,77	1.193.998,72		1,74%	1,73%
BRISTOL-MYERS	27.260	USD	51,31	1.266.202,51		1,85%	1,84%
CISCO	31.660	USD	50,52	1.447.936,63		2,11%	2,10%
COHERENT CORP	29.405	USD	43,53	1.158.737,74		1,69%	1,68%
CSX CORP	20.180	USD	34,67	633.359,53		0,92%	0,92%
EBIX INC	26.480	USD	1,04	24.930,25		0,04%	0,04%
ENPHASE ENERGY INC	7.160	USD	132,14	856.490,65		1,25%	1,24%
FISERV INC	8.435	USD	132,84	1.014.353,32		1,48%	1,47%
GEN DIGITAL INC	60.810	USD	22,82	1.256.220,70		1,83%	1,83%
JOHNSON	7.930	USD	156,74	1.125.196,40		1,64%	1,63%
PROGRESS SOFTWARE	13.560	USD	54,30	666.553,21		0,97%	0,97%
VERINT	49.470	USD	27,03	1.210.495,72		1,77%	1,76%
VIRTU FINANCIAL INC	70.850	USD	20,26	1.299.435,12		1,90%	1,89%
				16.052.970,02		23,43%	23,33%
Îles vierges britanniques							
NOMAD FOODS	93.265	USD	16,95	1.431.079,30		2,09%	2,08%
				1.431.079,30		2,09%	2,08%
<u>Total - Actions</u>				<u>68.503.913,52</u>		<u>100,00%</u>	<u>99,54%</u>
Total - Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs				68.503.913,52		100,00%	99,54%
Total - portefeuille				68.503.913,52		100,00%	99,54%
Collatéral				0,00			0,00%
Dépôts et Liquidités							
Avoirs bancaires à vue							
Intérêts sur CC		GBP		17,19			0,00%
Banque Degroof Petercam interests		EUR		1.112,22			0,00%
Banque Degroof Petercam		EUR		379.632,62			0,55%
Total - Avoirs bancaires à vue				380.762,03			0,55%
Total - Dépôts et Liquidités				380.762,03			0,55%
Créances et dettes diverses				-61.887,00			-0,09%
Autres				-2.957,49			-0,00%
Actif Net Total				68.819.831,06			100,00%

2.5. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par pays	% Portefeuille
ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE	23,43%
CHINE (REPUBLIQUE POPULAIRE)	10,33%
JAPON	7,80%
ROYAUME-UNI	6,95%
FRANCE	6,48%
SUISSE	5,55%
PAYS-BAS	5,43%
CANADA	4,36%
NORVEGE	3,43%
ALLEMAGNE	2,88%
BELGIQUE	2,65%
HONGKONG	2,41%
LUXEMBOURG (GRAND-DUCHE)	2,28%
IRLANDE	2,12%
ÎLES VIERGES BRITANNIQUES	2,09%
ITALIE	2,00%
COREE DU SUD (REPUBLIQUE)	1,96%
MALTE	1,87%
AUSTRALIE	1,61%
BERMUDES	1,56%
SUEDE	1,10%
DANEMARK	0,94%
ISRAËL	0,77%
Total	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable. Elles ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

2.6. RÉPARTITION ÉCONOMIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par secteur	% Portefeuille
SERVICES FINANCIERS - HOLDINGS	15,64%
PHARMACIE - COSMETIQUE	9,49%
IT & INTERNET	8,91%
CONSTRUCTION MECANIQUE	7,40%
PETROLE & DERIVES	6,26%
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	5,37%
ALIMENTATION & PRODUITS D'ENTRETIEN	5,25%
COMPAGNIES D'ASSURANCE	4,49%
INFORMATIQUE - REPRODUCTION	3,81%
COMPOSANTS & INSTRUMENTS ELECTRONIQUES	3,78%
DISTRIBUTION	2,95%
TRANSPORTS AERIENS	2,89%
LOISIRS & TOURISME	2,82%
TELECOMMUNICATIONS	2,69%
BOISSONS & TABACS	2,28%
SERVICES DIVERS	2,21%
SOURCES D'ENERGIE	1,97%
PRODUITS CHIMIQUES	1,78%
BIOTECHNOLOGIE	1,74%
PRODUCTIONS INDUSTRIELLES INTERMEDIAIRES	1,61%
SOINS & SERVICE DE SANTE	1,32%
MATERIEL ELECTRIQUE - ELECTRONIQUE	1,25%
AGRICULTURE & PECHE	1,16%
PRODUITS FORESTIERS & PAPIERS	1,02%
DIFFUSION & EDITION	0,99%
TRANSPORT & CIRCULATION	0,92%
TOTAL	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable. Elles ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

2.7. CHANGEMENT DANS LA COMPOSITION DES ACTIFS EN EUR

	1er semestre	2e semestre	Total
Achats	26.482.299,48	17.383.585,00	38.615.746,68
Ventes	29.894.610,10	18.669.257,10	43.313.729,40
Total 1	56.376.909,58	25.552.566,50	81.929.476,08
Souscriptions	10.011.301,50	0,00	10.011.301,50
Remboursements	9.072.854,40	2.015.826,14	11.088.680,54
Total 2	19.084.155,90	2.015.826,14	21.099.982,04
Moyenne de référence de l'actif net total	72.047.039,39	68.268.543,32	70.142.263,29
Taux de rotation	51,76%	34,48%	86,72%

Le taux de rotation montre en pourcentage la moyenne annuelle des transactions. Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice peut être consultée sans frais auprès de Banque Degroof Petercam S.A ayant son siège Rue de l'Industrie 44 - B-1040 Bruxelles qui assure le service financier.

2.8. EVOLUTION DES SOUSCRIPTIONS, DES REMBOURSEMENTS ET DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

Evolution du nombre d'actions en circulation									
Classe	31 décembre 2021			31 décembre 2022			31 décembre 2023		
	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période
F (Dis)	0,00	0,00	436.978,29	7.807,16	0,00	444.785,46	0,00	0,00	444.785,46
G (Dis)	0,00	0,00	0,00	100.000,00	0,00	100.000,00	0,00	100.000,00	0,00
I (Dis)	115.996,16	3.530,25	140.084,29	46.791,36	2.500,00	184.375,65	105.948,09	25.768,30	264.555,45
R (Dis)	4.300,00	0,00	4.310,00	4.060,00	2.500,00	5.870,00	0,00	0,00	5.870,00
TOTAL			581.372,58			735.031,10			715.210,90

Montants payés et reçus par l'OPC						
EUR						
Classe	31 décembre 2021		31 décembre 2022		31 décembre 2023	
	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées
F (Dis)	0,00	0,00	799.999,99	0,00	0,00	0,00
G (Dis)	0,00	0,00	10.000.000,00	0,00	0,00	8.696.000,00
I (Dis)	12.492.549,94	400.789,66	4.956.353,69	272.800,00	10.011.301,50	2.392.680,54
R (Dis)	497.553,00	0,00	418.349,00	258.650,00	0,00	0,00
TOTAL	12.990.102,94	400.789,66	16.174.702,68	531.450,00	10.011.301,50	11.088.680,54

Valeur nette d'inventaire						
EUR						
Classe	31 décembre 2021		31 décembre 2022		31 décembre 2023	
	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action
F (Dis)		117,96		95,67		96,55
G (Dis)		0,00		86,75		0,00
I (Dis)	68.436.891,46	117,01	69.271.786,21	94,87	68.819.831,06	95,70
R (Dis)		116,07		94,20		95,14
TOTAL	68.436.891,46		69.271.786,21		68.819.831,06	

2.9. PERFORMANCES

Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel l'exercice comptable s'étend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR) au 31 décembre 2023:

Classe F (Dis)

Rendement annuel :



Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe F (Dis)	9,75 % (en EUR)	5,74 % (en EUR)			29/03/2019	5,54 % (en EUR)

Classe I (Dis)

Rendement annuel :



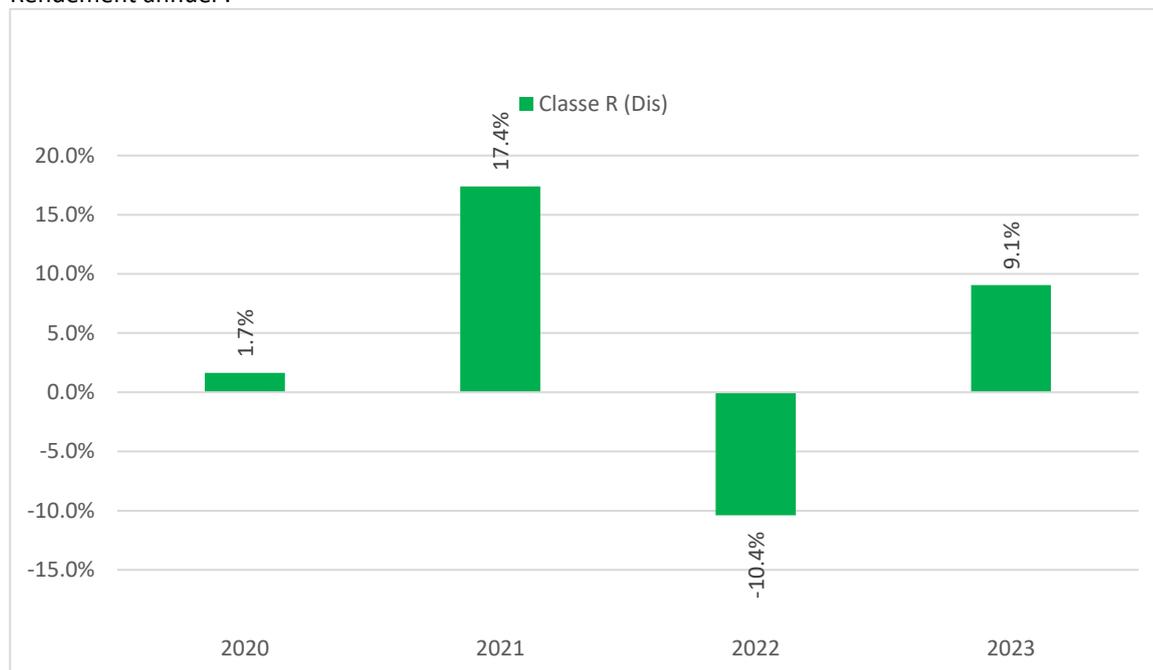
Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe I (Dis)	9,30 % (en EUR)	5,30 % (en EUR)			29/03/2019	5,11 % (en EUR)

Classe R (Dis)

Rendement annuel :



Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe R (Dis)	9,08 % (en EUR)	4,92 % (en EUR)			29/03/2019	4,75 % (en EUR)

2.10. FRAIS

Frais récurrents

- Classe R DIS - BE6311195844:

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	Ce sont les frais de gestion du portefeuille du compartiment, comprenant les frais du fournisseur de service et de fonctionnement du compartiment. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	1,19 %
Coûts de transaction	Ce sont les frais d'achat et de vente des investissements détenus par le compartiment. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lors d'un achat et/ou d'une vente d'investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité achetée et vendue.	0,20 %

- Classe I Dis - BE6311200891:

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	Ce sont les frais de gestion du portefeuille du compartiment, comprenant les frais du fournisseur de service et de fonctionnement du compartiment. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	1,00 %
Coûts de transaction	Ce sont les frais d'achat et de vente des investissements détenus par le compartiment. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lors d'un achat et/ou d'une vente d'investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité achetée et vendue.	0,20 %

- Classe F Dis - BE6311201907:

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	Ce sont les frais de gestion du portefeuille du compartiment, comprenant les frais du fournisseur de service et de fonctionnement du compartiment. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	0,60 %
Coûts de transaction	Ce sont les frais d'achat et de vente des investissements détenus par le compartiment. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lors d'un achat et/ou d'une vente d'investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité achetée et vendue.	0,20 %

2.11. NOTES AUX ETATS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

2.11.1. Transparence en matière de durabilité

Déclaration obligatoire conformément à l'article 7 du règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088

Les investissements sous-jacents à ce compartiment ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

2.11.2. Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation

Conformément à l'article 13 et à la Section A de l'Annexe du Règlement EU 2015/2365 (ci-après le règlement), la Sicav doit informer les investisseurs de l'utilisation qu'elle fait des opérations de financement sur titres et des contrats d'échange sur rendement global dans le rapport annuel et le rapport semestriel.

Le portefeuille ne contient pas d'avoir prêté à la date du présent rapport.

3. INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT EURINVEST HOLDINGS RDT-DBI

3.1. RAPPORT DE GESTION

3.1.1. Date de lancement du compartiment et prix de souscription des actions

Date de constitution : 7 mars 2019.

Période de souscription initiale : du 11 mars 2019 au 29 mars 2019 au prix de 100,00 EUR.

3.1.2. Cotation en bourse

Non applicable.

3.1.3. Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif

L'objectif du compartiment est de générer un rendement le plus élevé possible au moyen d'une gestion active. Les actifs sont principalement investis dans des actions de holdings ainsi que dans des actions dites de qualité, situées dans l'Espace Economique Européen (EEE) et dans des pays qui sont membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) mais pas exclusivement. Le risque est réparti en investissant dans approximativement 25 holdings différentes qui détiennent la plupart du temps à leur tour des actifs diversifiés.

Chaque année, au moins 90% des revenus recueillis seront versés aux détenteurs de parts de distribution du compartiment Holdings RDT-DBI, après déduction des frais, commissions et provisions afin qu'ils puissent bénéficier du régime des Revenus définitivement taxés conformément aux articles 202 et 203 du Code des impôts sur les revenus (CIR).

Politique de placement

Catégories d'actifs autorisés :

Actions (et autres valeurs mobilières assimilables à des actions) cotées en bourse de holdings et de sociétés de qualité sises dans l'Espace économique européen (EEE) et dans des pays qui sont membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à hauteur de minimum 70% de l'actif net du compartiment; Obligations, instruments monétaires et liquidités à concurrence de maximum 30% de l'actif net du compartiment.

Liquidités:

Le compartiment peut posséder des liquidités dans ses actifs autorisés.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées :

Le compartiment aura recours à des opérations sur instruments financiers dérivés à des fins de couverture, d'amélioration du rendement, et de spéculation.

Les dérivés de couverture sont susceptibles de faire diminuer le profil de risque et les dérivés spéculatifs sont susceptibles de l'augmenter. Les dérivés d'amélioration du rendement n'auront pas d'impact sur le profil de risque.

Les dérivés sont utilisés de manière accessoire et visent à optimiser la valeur du portefeuille du compartiment.

La résultante de l'utilisation des dérivés pourra soit augmenter le profil de risque du compartiment, soit le diminuer en fonction des instruments dérivés auxquels le compartiment fait appel.

Prêt d'instruments financiers :

Le compartiment n'envisage pas de recourir au prêt d'instruments financiers.

Aspects environnementaux, sociaux, et de gouvernance (ESG):

Un contrôle est effectué pour s'assurer que les titres dans lequel le compartiment investit, ne soient pas émis par une société dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation ou la détention de mines antipersonnel, sous-munitions et/ou munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel au sens de la loi et en vue de leur diffusion.

Techniques d'emprunts :

Le compartiment peut avoir recours à des techniques d'emprunts, dans le respect des limites fixées par la loi. Le compartiment peut recourir à l'endettement, mais seulement à titre temporaire, pour effectuer des rachats de parts, et à hauteur maximale de 10 pourcents. Le compartiment n'a pas recours à l'emprunt de titre(s).

3.1.4. Indice et benchmark

Non applicable.

3.1.5. Politique suivie pendant l'exercice

La politique d'investissement du compartiment a été suivie.

3.1.6. Politique future

Nous ne voyons aucune raison de modifier la politique menée. Au regard de la situation telle qu'elle se présente actuellement, nous maintiendrons la même politique.

3.1.7. Indicateur synthétique de risque

L'indicateur synthétique de risque est calculé, conformément aux dispositions du Règlement délégué 2017/653, sur la base de la volatilité (les hausses et baisses de sa valeur) et de l'évolution des taux de change, sur une période précédente de cinq ans (ou sur base d'une simulation si le compartiment a été créé en deçà de cette période). Cet indicateur est disponible, dans sa version la plus récente, dans les informations clés pour l'investisseur. Il classe le fonds sur une échelle allant de 1 à 7. Plus le fonds est situé haut sur l'échelle, plus le rendement possible est élevé, mais plus le risque de perte est important également. Le chiffre le plus bas ne signifie pas que le fonds ne présente aucun risque, mais que comparé à des chiffres plus élevés, ce produit offre en principe un rendement plus faible mais aussi plus prévisible. Les principales limites de l'indicateur sont les suivantes : l'indicateur de risque est calculé à partir des données passées, qui ne préjugent en rien de l'évolution future. En conséquence, le degré de risque pourra évoluer dans le temps. Même si le fonds se situe dans la catégorie de risque la plus basse, l'investisseur peut subir des pertes car aucune catégorie n'est totalement exempte de risque.

Ce compartiment se situe en classe 4.

3.1.8. Affectation des résultats

Le régime RDT impose de distribuer au moins 90% des revenus distribuables. En accord avec toutes les exigences, le compartiment Global Equities RDT-DBI n'a pas d'investissements dans des sociétés bénéficiant d'un régime fiscal spécial, ni dans celles qui sont constituées en paradis fiscal. Le dividende est donc déductible à 100%.

Le Conseil d'Administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution du dividende brut suivant :

**EURINVEST
HOLDINGS RDT-DBI**

Classe	Isin	En EUR
F (Dis)	BE6311201907	7.87
I (Dis)	BE6311200891	7.47
R (Dis)	BE6311195844	7.12
G (Dis)	BE6331819472	6.17
97.84 RDT + 2.16% non RDT		

3.2. BILAN

		31 décembre 2023	31 décembre 2022
		EUR	EUR
Section 1: Schéma du bilan			
TOTAL ACTIF NET		42.774.130,68	42.932.371,27
I.	Actifs immobilisés	-1.793,17	-1.410,22
A.	Frais d'établissement et d'organisation	-1.793,17	-1.410,22
B.	Immobilisations incorporelles		
C.	Immobilisations corporelles		
II.	Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	38.766.312,54	39.041.131,94
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	38.766.312,54	39.085.620,96
a.	Actions	38.766.312,54	39.085.620,96
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés		-44.489,02
	Sur actions		-44.489,02
	Contrats d'option (+/-)		-44.489,02
III.	Créances et dettes à plus d'un an		
A.	Créances		
B.	Dettes		
IV.	Créances et dettes à un an au plus	1.155.089,96	168.865,20
A.	Créances	1.264.298,88	303.170,00
a.	Montants à recevoir	1.234.973,73	
b.	Avoirs fiscaux	14.006,94	
d.	Autres	15.318,21	303.170,00
B.	Dettes	-109.208,92	-134.304,80
c.	Emprunts (-)	-0,33	-0,34
e.	Autres (-)	-109.208,59	-134.304,46
V.	Dépôts et liquidités	2.854.521,35	3.723.784,35
A.	Avoirs bancaires à vue	2.854.521,35	3.723.784,35
B.	Avoirs bancaires à terme		
C.	Autres		
VI.	Comptes de régularisation		
A.	Charges à reporter		
B.	Produits acquis		
C.	Charges à imputer (-)		
D.	Produits à reporter (-)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		42.774.130,68	42.932.371,27
A.	Capital	41.975.350,94	44.388.295,95
B.	Participations au résultat	-37.578,93	-16.217,00
C.	Résultat reporté	-2.747.699,65	4.823.746,62
D.	Résultat de l'exercice	3.584.058,32	-6.263.454,30

**EURINVEST
HOLDINGS RDT-DBI**

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 2: Postes Hors Bilan			
	Postes hors bilan		2.198.785,51
I.	Sûretés réelles (+/-)		
A.	Collatéral (+/-)		
B.	Autres sûretés réelles		
II.	Valeurs sous-jacentes des contrats d'option et des warrants (+)		2.198.785,51
A.	Contrats d'option et warrants achetés		243.785,51
B.	Contrats d'option et warrants vendus		1.955.000,00
III.	Montants notionnels des contrats à terme (+)		
A.	Contrats à terme achetés		
B.	Contrats à terme vendus		
IV.	Montants notionnels des contrats de swap (+)		
A.	Contrats de swap achetés		
B.	Contrats de swap vendus		
V.	Montants notionnels d'autres instruments financiers dérivés (+)		
A.	Contrats achetés		
B.	Contrats vendus		
VI.	Montants non appelés sur actions		
VII.	Engagements de revente résultant de cessions-rétrocessions		
VIII.	Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions		
IX.	Instruments financiers prêtés		

3.3. COMPTE DE RÉSULTATS

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 3: Schéma du compte de résultats			
I.	Réductions de valeur, moins-values et plus-values	2.902.262,92	-6.794.378,73
A.	Obligations et autres titres de créance		
B.	Instruments du marché monétaire		
C.	Actions et autres valeurs assimilables à des actions	2.750.005,72	-7.397.143,44
a.	Actions	2.750.005,72	-7.397.143,44
	Gain réalisé	3.092.235,42	3.058.974,91
	Perte réalisée	-2.064.171,01	-2.874.378,08
	Gain/Perte non-réalisé	1.721.941,31	-7.581.740,27
D.	Autres valeurs mobilières		
E.	OPC à nombre variable de parts		
F.	Instruments financiers dérivés	143.628,83	624.886,72
e.	Sur actions	143.628,83	624.886,72
i.	Contrats d'option	143.628,83	624.886,72
	Gain /Perte réalisée	143.628,83	662.201,98
	Gain /Perte non-réalisée		-37.315,26
G.	Créances, dépôts, liquidités et dettes		
H.	Positions et opérations de change	8.628,37	-22.122,01
b.	Autres positions et opérations de change	8.628,37	-22.122,01
iv.	Autres	8.628,37	-22.122,01
	Gain /Perte réalisée	8.628,37	-22.122,01
II.	Produits et charges des placements	1.171.501,79	1.047.986,20
A.	Dividendes	1.240.308,33	1.206.114,39
B.	Intérêts (+/-)	99.379,90	30.059,32
b.	Dépôts et liquidités	99.379,90	30.059,32
	Intérêts d'emprunts (-)	-9.922,87	-29.924,85
	Contrats de swap (+/-)		
	Précomptes mobiliers (-)	-158.263,57	-158.262,66
	D'origine belge	-89.689,20	-96.625,50
	D'origine étrangère	-68.574,37	-61.637,16
F.	Autres produits provenant des placements		
III.	Autres produits		
	Indemnité destinée à couvrir les frais d'acquisition et de réalisation des actifs, à décourager les sorties et à couvrir les frais de livraison		
A.	Autres		
B.			
IV.	Coûts d'exploitation	-489.706,39	-517.061,77
A.	Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-32.225,48	-44.542,77
B.	Charges financières (-)	-1.241,79	-9.286,13
C.	Rémunération due au dépositaire (-)	-41.967,44	-41.621,53
D.	Rémunération due au gestionnaire (-)	-369.785,79	-376.945,92
a.	Gestion financière	-345.785,79	-352.945,92
	Classe I (Dis)	-345.774,74	-352.539,92
	Classe R (Dis)	-11,05	-406,00
b.	Gestion administrative et comptable	-24.000,00	-24.000,00
E.	Frais administratifs (-)	-20.745,64	-21.617,56
F.	Frais d'établissement et d'organisation (-)	-1.372,42	-2.914,36
G.	Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-1.500,00	-1.500,00
H.	Services et biens divers (-)	-13.480,16	-10.690,38
I.	Amortissements et provisions pour risques et charges (-)		
J.	Taxes	-5.288,51	-6.814,04
	Classe I (Dis)	-5.288,39	-6.811,70
	Classe R (Dis)	-0,12	-2,34
K.	Autres charges (-)	-2.099,16	-1.129,08
Produits et charges de l'exercice (du semestre)			
Sous-total II+III+IV		681.795,40	530.924,43
V.	Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	3.584.058,32	-6.263.454,30
VI.	Impôts sur le résultat		
VII.	Résultat de l'exercice	3.584.058,32	-6.263.454,30

**EURINVEST
HOLDINGS RDT-DBI**

		31 décembre 2023 EUR	31 décembre 2022 EUR
Section 4: Affectation et prélèvements			
I.	Bénéfice (Pertes) à affecter	798.779,74	-1.455.924,68
a.	Bénéfice reporté (Perte reportée) de la période précédente	-2.747.699,65	4.823.746,62
b.	Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	3.584.058,32	-6.263.454,30
c.	Participations au résultat perçues (participations au résultat versées)	-37.578,93	-16.217,00
II.	(Affectations au) Prélèvements sur le capital		
III.	(Bénéfice à reporter) Perte à reporter	-798.779,74	2.747.699,65
IV.	(Distribution des dividendes)		-1.291.774,97

3.4. COMPOSITION DES ACTIFS

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2023	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs							
<u>Actions</u>							
Belgique							
ACKERMANS	10.000	EUR	158,80	1.588.000,00		4,10%	3,71%
DIETEREN GROUP	7.730	EUR	176,90	1.367.437,00		3,53%	3,20%
GBL	25.000	EUR	71,22	1.780.500,00		4,59%	4,16%
KBC ANCORA	31.400	EUR	41,52	1.303.728,00		3,36%	3,05%
SOFINA	2.820	EUR	225,40	635.628,00		1,64%	1,49%
SOLVAY	60.850	EUR	27,73	1.687.370,50		4,35%	3,94%
UMICORE S.A.	24.000	EUR	24,90	597.600,00		1,54%	1,40%
				8.960.263,50		23,11%	20,95%
Bermudes							
FIRST PACIFIC CO LTD	3.472.000	HKD	3,11	1.251.823,90		3,23%	2,93%
HAL TRUST-NEW	15.300	EUR	113,80	1.741.140,00		4,49%	4,07%
JARDINE	47.480	USD	41,21	1.771.285,75		4,57%	4,14%
				4.764.249,65		12,29%	11,14%
Canada							
POWER	50.000	CAD	37,89	1.300.631,61		3,36%	3,04%
				1.300.631,61		3,36%	3,04%
Suisse							
DKSH HLDG SA	18.000	CHF	58,40	1.130.687,32		2,92%	2,64%
NESTLE NOM	9.680	CHF	97,51	1.015.270,30		2,62%	2,37%
NOVARTIS-NOM-	15.000	CHF	84,87	1.369.312,68		3,53%	3,20%
ROCHE HOLDING -GE-	5.500	CHF	244,50	1.446.434,33		3,73%	3,38%
				4.961.704,63		12,80%	11,60%
Allemagne							
PORSCHE AUTOMOBILE	20.000	EUR	46,32	926.400,00		2,39%	2,17%
				926.400,00		2,39%	2,17%
Espagne							
ALBA	28.280	EUR	48,00	1.357.440,00		3,50%	3,17%
				1.357.440,00		3,50%	3,17%
France							
BOLLORE SE	280.450	EUR	5,66	1.585.944,75		4,09%	3,71%
BOLLORE SE DA	200.000	EUR	0,25	50.000,00		0,13%	0,12%
PEUGEOT INVEST S.A.	5.000	EUR	101,40	507.000,00		1,31%	1,19%
VIVENDI	165.000	EUR	9,68	1.596.540,00		4,12%	3,73%
WENDEL	12.500	EUR	80,65	1.008.125,00		2,60%	2,36%
				4.747.609,75		12,25%	11,10%
Japon							
SEIKO GROUP CORP	25.000	JPY	2.694	432.469,43		1,12%	1,01%
SONY GROUP CORP	5.000	JPY	13.410	430.543,07		1,11%	1,01%
				863.012,50		2,23%	2,02%
Caïmanes							
CK HUTCHISON HLDGS	209.000	HKD	41,85	1.014.016,17		2,62%	2,37%

**EURINVEST
HOLDINGS RDT-DBI**

Dénomination	Quantité au 31 décembre 2023	Devise	Cours en devise	Evaluation EUR	% détenu par l'OPC	% porte- feuille	% actif net
				1.014.016,17		2,62%	2,37%
Luxembourg (Grand-Duché)							
BREDERODE	11.820	EUR	101,60	1.200.912,00		3,10%	2,81%
				1.200.912,00		3,10%	2,81%
Pays-Bas							
PROSUS N.V.	32.694	EUR	26,98	882.247,59		2,28%	2,06%
				882.247,59		2,28%	2,06%
Norvège							
AKER -A-	13.120	NOK	666,00	778.884,88		2,01%	1,82%
BONHEUR ASA	32.300	NOK	242,00	696.759,82		1,80%	1,63%
				1.475.644,70		3,81%	3,45%
Suède							
INDUSTRIVAERDEN AB	70.000	SEK	328,30	2.064.316,19		5,33%	4,83%
INVESTOR AB	75.000	SEK	233,50	1.573.096,79		4,06%	3,68%
KINNEVIK AB B	68.580	SEK	108,10	665.932,90		1,72%	1,56%
				4.303.345,88		11,10%	10,06%
États-Unis d'Amérique							
ALPHABET INC -C-	5.870	USD	140,93	748.887,97		1,93%	1,75%
LOEWS CORP	20.000	USD	69,59	1.259.946,59		3,25%	2,95%
				2.008.834,56		5,18%	4,70%
<u>Total - Actions</u>				<u>38.766.312,54</u>		<u>100,00%</u>	<u>90,63%</u>
Total - Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs				38.766.312,54		100,00%	90,63%
Total - portefeuille				38.766.312,54		100,00%	90,63%
Collatéral				0,00			0,00%
Dépôts et Liquidités							
Avoirs bancaires à vue							
Banque Degroof Petercam		EUR		2.845.721,67			6,65%
Banque Degroof Petercam interests		EUR		8.799,68			0,02%
Total - Avoirs bancaires à vue				2.854.521,35			6,67%
Total - Dépôts et Liquidités				2.854.521,35			6,67%
Créances et dettes diverses				1.155.089,96			2,70%
Autres				-1.793,17			-0,00%
Actif Net Total				42.774.130,68			100,00%

3.5. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par pays	% Portefeuille
BELGIQUE	23,09%
SUISSE	12,80%
BERMUDES	12,29%
FRANCE	12,25%
SUEDE	11,10%
ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE	5,18%
NORVEGE	3,81%
ESPAGNE	3,50%
CANADA	3,36%
LUXEMBOURG (GRAND-DUCHE)	3,10%
CAÏMANES	2,62%
ALLEMAGNE	2,39%
PAYS-BAS	2,28%
JAPON	2,23%
Total	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable. Elles ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

3.6. RÉPARTITION ÉCONOMIQUE DU PORTEFEUILLE-TITRES

Par secteur	% Portefeuille
SERVICES FINANCIERS - HOLDINGS	53,87%
DIFFUSION & EDITION	8,33%
PHARMACIE - COSMETIQUE	7,26%
VEHICULES ROUTIERS	5,92%
PRODUITS CHIMIQUES	4,35%
TRANSPORTS AERIENS	4,09%
LOISIRS & TOURISME	3,25%
ALIMENTATION & PRODUITS D'ENTRETIEN	2,62%
PRODUCTIONS INDUSTRIELLES INTERMEDIAIRES	2,60%
TRANSPORT & CIRCULATION	2,01%
SOCIETES DIVERSIFIEES	1,80%
METAUX NON-FERREUX	1,54%
BIJOUTERIE & HORLOGERIE	1,12%
COMPOSANTS & INSTRUMENTS ELECTRONIQUES	1,11%
TELECOMMUNICATIONS	0,13%
TOTAL	100,00%

Ces répartitions d'actifs ont été établies sur base de données (brutes) utilisées par l'entité en charge de la gestion administrative et comptable. Elles ne reflètent pas nécessairement l'analyse économique qui a orienté la sélection d'actifs.

3.7. CHANGEMENT DANS LA COMPOSITION DES ACTIFS EN EUR

	1er semestre	2e semestre	Total
Achats	10.112.392,30	7.803.603,47	16.891.243,56
Ventes	7.313.674,61	13.693.012,08	19.960.557,70
Total 1	17.426.066,91	19.425.734,35	36.851.801,26
Souscriptions	1.118.845,80	0,00	1.118.845,80
Remboursements	0,00	25.325,05	3.565.620,72
Total 2	1.118.845,80	3.565.620,72	4.684.466,52
Moyenne de référence de l'actif net total	44.574.780,81	42.672.251,60	43.615.697,54
Taux de rotation	36,58%	37,17%	73,75%

Le taux de rotation montre en pourcentage la moyenne annuelle des transactions. Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice peut être consultée sans frais auprès de Banque Degroof Petercam S.A ayant son siège Rue de l'Industrie 44 - B-1040 Bruxelles qui assure le service financier.

3.8. EVOLUTION DES SOUSCRIPTIONS, DES REMBOURSEMENTS ET DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

Evolution du nombre d'actions en circulation									
Classe	31 décembre 2021			31 décembre 2022			31 décembre 2023		
	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscrites	Remboursées	Fin de période
I (Dis)	54.400,00	500,00	396.624,06	41.555,11	3.450,00	434.729,17	11.230,00	36.555,05	409.404,12
R (Dis)	240,00	240,00	11,47	2.500,00	2.500,00	11,47	0,00	0,00	11,47
TOTAL			396.635,53			434.740,64			409.415,59

Montants payés et reçus par l'OPC						
EUR						
Classe	31 décembre 2021		31 décembre 2022		31 décembre 2023	
	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées	Souscrites	Remboursées
I (Dis)	5.611.712,00	56.020,00	4.612.854,11	370.517,50	1.118.845,80	3.565.620,72
R (Dis)	24.967,20	25.783,20	266.525,00	255.025,00	0,00	0,00
TOTAL	5.636.679,20	81.803,20	4.879.379,11	625.542,50	1.118.845,80	3.565.620,72

Valeur nette d'inventaire						
EUR						
Classe	31 décembre 2021		31 décembre 2022		31 décembre 2023	
	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action	du compartiment	d'une action
I (Dis)	46.124.912,44	116,29	42.932.371,27	98,75	42.774.130,68	104,48
R (Dis)		114,51		96,11		101,84
TOTAL	46.124.912,44		42.932.371,27		42.774.130,68	

3.9. PERFORMANCES

Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel l'exercice comptable s'étend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR) au 31 décembre 2023:

Classe I (Dis)

Rendement annuel :



Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe I (Dis)	9,03 % (en EUR)	5,07 % (en EUR)			29/03/2019	2,35 % (en EUR)

Classe R (Dis)

Rendement annuel :



Il s'agit d'un compartiment géré activement, ce qui signifie que le gestionnaire de portefeuille n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un benchmark. Aucun benchmark n'est utilisé dans la gestion du compartiment.

Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

	Rendements moyens cumulés sur				Depuis le	
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Année	Valeur
Classe R (Dis)	8,97 % (en EUR)	5,48 % (en EUR)			06/10/2020	8,49 % (en EUR)

3.10. FRAIS

Frais récurrents

- Classe R DIS – BE6311203929:

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	Ce sont les frais de gestion du portefeuille du compartiment, comprenant les frais du fournisseur de service et de fonctionnement du compartiment. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	1,08 %
Coûts de transaction	Ce sont les frais d'achat et de vente des investissements détenus par le compartiment. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lors d'un achat et/ou d'une vente d'investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité achetée et vendue.	0,20 %

- Classe I Dis - BE6311205940:

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	Ce sont les frais de gestion du portefeuille du compartiment, comprenant les frais du fournisseur de service et de fonctionnement du compartiment. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	1,05 %
Coûts de transaction	Ce sont les frais d'achat et de vente des investissements détenus par le compartiment. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lors d'un achat et/ou d'une vente d'investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité achetée et vendue.	0,20 %

3.11. NOTES AUX ETATS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

3.11.1. Transparence en matière de durabilité

Déclaration obligatoire conformément à l'article 7 du règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088

Les investissements sous-jacents à ce compartiment ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

3.11.2. Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation

Conformément à l'article 13 et à la Section A de l'Annexe du Règlement EU 2015/2365 (ci-après le règlement), la Sicav doit informer les investisseurs de l'utilisation qu'elle fait des opérations de financement sur titres et des contrats d'échange sur rendement global dans le rapport annuel et le rapport semestriel.

Le portefeuille ne contient pas d'avoir prêté à la date du présent rapport.